

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, devant le Parlement d'Irlande, sur les relations franco- irlandaises, le désarmement et la construction européenne, Dublin, vendredi 26 février 1988.

Monsieur le Premier ministre,

- Monsieur le Président de la Chambre,

- Madame la Présidente du Sénat,

- Mesdames et messieurs,

- Croyez que je suis extrêmement sensible à l'honneur que vous me faites aujourd'hui en m'invitant à prendre la parole devant les deux Chambres réunies du Parlement irlandais et je vous en remercie vivement.

- Par delà ma personne, c'est à la France que cet honneur s'adresse. Rarement au cours de l'histoire deux pays ont été unis par des liens de solidarité et de fidélité aussi durables et aussi forts, exemplaires dans le passé. Nos relations sont vivaces de nos jours et ma présence parmi vous en est un témoignage.

- Je n'aurais pas voulu achever le mandat qui m'a été confié à la Présidence de la République française sans venir accomplir la visite d'Etat que j'avais promise au Président Hillery et qui me paraissait indispensable à la fois pour compenser une longue absence des chefs d'Etats français en Irlande dans le -cadre de leur fonction et aussi parce que puisque nous sommes ensemble dans la Communauté européenne, puisque l'histoire nous a le plus souvent réunis, pourquoi ne pas venir saluer les plus hauts responsables de la vie de ce peuple pour lui dire l'amitié que nous lui portons. J'estimais que c'était un devoir à votre égard et c'était, en plus, ce n'est pas toujours le cas, un devoir agréable.

- J'ai parfois rapporté dans les parlements où je me rends que j'ai été moi-même, pendant quelque 35 ans parlementaire, député surtout mais aussi sénateur. Mais nos usages à nous veulent que le Président de la République en exercice n'ait pas accès à l'intérieur du Parlement. J'en suis donc privé et je me rattrape comme je le peux lorsque l'on a l'obligeance de m'inviter à retrouver ce climat d'un Parlement fût-ce à l'étranger. Quand cet étranger est un ami et partage profondément les idéaux démocratiques, c'est un véritable gain pour moi.)

Rien d'essentiel, mesdames et messieurs, ne nous sépare, vous le savez. Jamais depuis les temps les plus reculés il n'y eut entre Français et Irlandais de conflits armés. J'avais fait le compte, la France serait-elle une nation batailleuse, il n'y a que l'Irlande et le Danemark avec lesquels nous n'ayons pas eu à découdre.

- Quels autres pays européens peuvent en dire autant ? En revanche, bien des officiers, des soldats irlandais sont venus se couvrir de gloire dans les armées françaises et quand ils n'avaient pas la gloire, ils avaient le mérite, l'esprit de sacrifice, l'obscur devoir de ceux qui se battent pour les objectifs qui leur sont chers. Des Français sont aussi venus combattre à vos côtés lorsque l'Irlande avait besoin d'eux. Je veux que vous sachiez que ma pensée va en cet instant vers ceux de vos compatriotes tombés précisément lors des deux guerres mondiales sur les champs de bataille de France, qui reposent dans notre terre, dans nos cimetières.

- Par ma voix c'est un hommage que la France veut rendre aujourd'hui à l'Irlande dans sa

pérennité et il est normal que j'en adresse le message aux représentants de ce peuple.\nHommage, ai-je dit et il va à l'une des nations les plus anciennes d'Europe et j'ai pu au cours de ces deux brèves journées que j'ai passées à sillonner votre pays, en découvrir d'admirables vestiges.

- Hommage à une civilisation qui n'a cessé de se maintenir, malgré les tribulations de l'histoire, au premier rang de la création européenne et qui s'enorgueillit de lui avoir donné de grands esprits quand ce ne serait sur le plan littéraire, que ceux qui vont de Swift à Joyce ou à Beckett mais qui s'est illustrée dans tous les domaines de la pensée, dans tous les domaines de l'art, de la science et de l'action.

- Hommage à un peuple, le vôtre, que l'on sait partout sur la terre, valeureux, fier, épris jusqu'au sacrifice de liberté et d'indépendance et l'histoire ne l'a pas épargné.

- Hommage à un pays ami qui a constamment maintenu avec le mien un dialogue privilégié et qui partage désormais, nous en parlerons tout à l'heure, avec nous, un destin européen commun.

- Mon intention n'est pas d'évoquer toutes les belles pages du passé, vous les connaissez comme moi. Il appartiendra aux historiens, aux écrivains, aux journalistes de magnifier ces moments-là. Néanmoins, quelle édifiante leçon nous administre votre histoire et quelle singulier appel à la modestie pour nous, Européens du continent, si fiers de nos expériences et de nos valeurs.

- Pendant des siècles, à la situation qui s'est perpétuée sur votre terre, sur votre sol, ne s'est opposée, il faut le dire, que l'indifférence. Et quand tant des vôtres ont été dépossédés de leurs biens, dépouillés de leur identité, rejetés dans l'errance, le secours, le recours sont venus de vous-mêmes. Où sentir mieux qu'ici, l'esprit de résistance, le caractère sacré des droits de l'homme, la force du patriotisme. Où percevoir avec plus de grandeur et de peine la douleur de l'émigrant contraint de quitter sa patrie. Je n'entends pas m'immiscer dans vos affaires, je vous confierai seulement cet espoir que vos efforts portent leurs fruits, qu'ils vous apportent l'avenir pacifique et serein auquel vous avez droit. C'est vous qui choisirez l'itinéraire bien entendu mais je vous souhaite cette réussite et cette paix dans vos relations internationales comme dans votre vie politique intérieure.

- Mesdames et messieurs, que pouvons-nous souhaiter de mieux qu'une Europe de peuples réconciliés où sur toute l'étendue de son territoire les citoyens bénéficient des mêmes garanties quelle que soit leur origine, leur religion, leur conviction. L'Europe n'a jamais été aussi conforme à son génie que lorsqu'elle a su exalter et fédérer ses singularités. Elle n'a jamais été aussi ennemie d'elle-même que lorsqu'elle a cherché à les étouffer en instaurant des discriminations ou en laissant s'organiser l'extermination.

- L'expérience de l'histoire nous conduit à ne jamais transiger sur les principes qui fondent la souveraineté des nations et la liberté des individus. A cet égard, je suis dans un pays, chez vous, où cette leçon a tout son sens. Bref, nous nous retrouverons le plus souvent côte-à-côte pour accélérer l'avènement d'un nouvel ordre mondial, vers lequel la construction de l'Europe, la consolidation de la paix, la solidarité active avec les pays pauvres, constituent d'indispensables jalons. Et c'est sur ces trois points, monsieur le Président, madame la Présidente, mesdames et messieurs, que je souhaiterais m'arrêter quelques instants avec vous.\n

L'Europe d'abord. Ce n'est pas devant votre Assemblée que je me hasarderai à plaider une cause que vous avez vous-mêmes si bien su défendre depuis quinze ans. Vous avez pu mesurer ce que signifie la mise en commun des efforts, au prix bien entendu de concessions et même de sacrifices.

- Mais à ceux qui insistent sur le prix à payer pour l'Europe, je dis : que pèserait chacun de nos pays face aux puissances installées, à celles qui émergent, aux alliances qui se nouent, aux forces économiques incontrôlées ? Que ferions-nous seuls dans le monde d'aujourd'hui où vous voyez bien se dessiner les forces et les lignes de puissance ?

- Comment endiguerions-nous, séparément, et par nos seules capacités, la montée des protectionnismes, le durcissement des concurrences ? Quelle aide active pourrions-nous apporter aux pays du tiers monde désireux de se soustraire à l'antagonisme Est-Ouest et de vivre ou de survivre ?

- En souscrivant l'Acte unique, celui de Luxembourg, en 1985, que j'ai moi-même tant désiré, avec les risques que cela comporte, nous avons doté l'Europe d'une ambition sans précédent. On chercherait vainement dans l'histoire un exemple de nations souveraines consentant librement à abolir leurs frontières et pourtant nous avons, à Bruxelles, récemment et non sans peine, je vous le confirme, fait en sorte que les moyens nécessaires à la réussite du marché intérieur de 1992 soient mis en place.

- Je ne dirai pas que tout est résolu, car nous reverrons à chacun des carrefours importants les égoïsmes nationaux se dresser sur le chemin. Et une addition d'égoïsmes n'a jamais fait une collectivité homogène. Il faudra bien qu'on finisse par admettre, ici et là, qu'on ne peut être à la fois européen quand il s'agit de partager les bénéfices et national intransigeant lorsqu'il s'agit de répartir le fardeau. C'est dire que la volonté politique ne devra pas manquer aux Européens qui le sont par vocation - vous en êtes, nous en sommes - pour convaincre les Européens, ceux que j'appellerais les Européens par distraction ou par nécessité, qui devront bien se détacher de leurs exigences nationales ou catégorielles lorsqu'elles sont à l'évidence excessives.

- Mais je dirais que le bilan de ces trente premières années de l'Europe unie (et que sont trente ans dans la durée millénaire de notre civilisation) est de -nature à emporter l'adhésion des plus sceptiques. L'Europe d'aujourd'hui ce sont des acquis, des succès et ce sont des ambitions. Des acquis, j'en cite quelques-uns, la politique agricole, l'union douanière, le système monétaire européen. Des succès, faut-il évoquer Airbus, Ariane, Eurêka, les grands équipements scientifiques de toutes sortes, et, dans un autre domaine, la Convention de Lomé. Des ambitions : le marché unique, la monnaie européenne, la coopération culturelle et universitaire, l'harmonisation des politiques extérieures et des moyens de la sécurité et finalement, au bout du chemin, une volonté politique commune.\

Au moment où les deux plus grandes puissances du monde renforcent leur dialogue, (c'est mon deuxième point), on attend de l'Europe qu'elle émette des signaux positifs. Je le dis clairement et je le répète, je souhaite que les efforts de MM. Reagan et Gorbatchev soient couronnés de succès. J'appelle de mes vœux un désarmement véritable, c'est-à-dire global, équilibré, simultané et contrôlable, qui garantisse à chacun une meilleure sécurité et renforce le climat de confiance. Tel est l'intérêt général.

- J'entends bien des discussions à ce sujet. Mais il faut dire que le choix est là : ou bien l'on désarme, ou bien l'on surarme lorsqu'on est engagé, ce qui est le cas de la France, non pas le vôtre, dans des alliances militaires.

- Et j'entends aussi beaucoup de réserves émises par nombre de nos amis européens. Je finirai par croire à les entendre qu'il faut autant de courage aujourd'hui pour approuver l'élimination des armes nucléaires intermédiaires qu'il en fallait il y a cinq ans pour soutenir l'installation des missiles de l'OTAN. Mais j'insiste sur ce point (et je pense qu'il vous intéresse, vous êtes quand même les observateurs de l'Europe et la sécurité du monde c'est votre sécurité) : c'est la même logique qui préside à ces choix.

- Cela ne signifie pas qu'il faille baisser la garde des armes & il ne faut pas transiger, ai-je dit, sur les principes. On ne désarme pas en position de faiblesse. Raison de plus pour que l'Europe fasse entendre une voix ferme. Si elle ne peut renoncer à sa sécurité, ce qui va de soi, puisque son indépendance est à ce -prix, qu'elle le fasse sans agressivité inutile, qu'elle saisisse toutes les occasions sérieuses d'en finir avec les tensions.

- Dans le grand débat qui a commencé, les intérêts des super-puissances ne coïncident pas systématiquement avec ceux d'une Europe elle-même divisée. A nous dirigeants et peuples des démocraties européennes de faire en sorte que les intérêts propres de l'Europe soient exprimés dans les négociations en cours ou à venir sur le désarmement. Et en disant cela, croyez-bien, mesdames et messieurs, que je ne veux pas et que je ne pense pas choquer les principes de neutralité qui vous inspirent, car vous avez toujours parfaitement su concilier avec ce principe-là votre attachement à l'indépendance.

- Mais je crois aussi qu'il est bon, étant votre hôte, de vous exposer les raisons qui sont les nôtres pour que vous puissiez mieux les pénétrer dans vos propres analyses.\

D'autant plus qu'éliminer les moyens de l'affrontement, les armes, c'est louable, mais supprimer

Et autant plus qu'on élimine les moyens de l'affrontement, les armes, c'est louable, mais supprimer les motifs de l'affrontement ce serait mieux. Car où se déroulent - c'est un autre point - depuis quarante ans, depuis la fin du deuxième conflit mondial, où se déroulent les guerres les plus meurtrières ? Dans ce que l'on nomme, par commodité et pudeur, les pays en voie de développement, le Sud de la planète. Et qu'est-ce qui provoque ces conflits ? La misère d'abord ou l'oppression. La misère et ce qui l'accompagne, malnutrition, analphabétisme, épidémies. La faim tue plus sûrement et plus massivement à notre époque que la guerre. Le fracas de deux bombes atomiques a dissuadé à tout jamais, je l'espère, l'homme d'en faire de nouveau usage, mais combien d'Hiroshima de la faim faudra-t-il pour réveiller la conscience assoupie des pays riches ?

- Tel est le véritable enjeu pour le siècle qui vient. J'ai toujours considéré que l'aggravation du fossé entre les pays riches et les pays plus pauvres représentait une menace plus sérieuse, plus certaine pour l'humanité tout entière que les armements nucléaires, ce qui ne veut pas dire que ces derniers ne doivent pas être jugulés.

- Nous ne pourrions pas longtemps feindre de croire que le problème se réglera tout seul, de lui-même, que le libre jeu des marchés internationaux résoudra par exemple la question de l'endettement ou des cours des matières premières ou des taux d'intérêts.. Ce n'est pas ce que nous enseigne l'expérience et c'est pourquoi la France continuera de préconiser dans les enceintes internationales une approche politique de ces questions, l'établissement d'une vraie concertation internationale entre pays débiteurs et pays créanciers, le renforcement de l'aide bilatérale et multilatérale aux pays les plus proches.

- La France est, parmi les sept plus grands pays industrialisés, celui qui, de loin, fait l'effort principal d'aide aux pays du tiers monde. Ce n'est pas tellement considérable pourtant : 0,55 % en produit intérieur brut, l'objectif fixé par les institutions nationales, internationales étant de 0,7 % tandis que les Etats-Unis d'Amérique ou le Japon n'apportent que 0,25 %. Je ne dis pas cela pour les accabler, ils rendent au monde d'autres services mais, je le répète, il faut prendre conscience que là est le mal qu'il faut absolument guérir si l'on veut qu'un certain ordre, en tout cas celui de la paix, règne sur le monde.\

Sur ce thème `aide au développement`, je sais, mesdames et messieurs, que l'Irlande montre une vive sensibilité, qu'elle ne ménage pas ses efforts afin de donner un contenu concret à la solidarité internationale. Et je suis de ceux qui ont voulu que ce raisonnement, appliqué à la planète tout entière fût au moins une règle majeure dans la vie intérieure de l'Europe. Ces discussions sur ce que l'on appelle d'un terme technocratique "les fonds structurels", ce qui veut dire, tout simplement, venir équiper et développer les régions les plus pauvres, cela pourrait être exprimé dans un vocabulaire plus simple et plus compréhensible. Mais vous avez été témoins, mesdames et messieurs, de la discussion très vive qui s'est déroulée récemment à Bruxelles et qui se répète, chaque fois, à la demande du Président de la Commission `Jacques Delors`, reprise par le Président actuel de la Communauté, le Chancelier Kohl, de doubler ces fonds structurels en cinq ans, il a été répondu oui, avec un peu de retard, 0,82 % dans un premier temps, et le doublement, les 100 %, ce sera pour l'année suivante, en 1993. Très bien ! Cela c'est la diplomatie. Mais, ce qu'il faut, c'est s'en tenir là car si le chiffre est important, plus importante est la disposition de l'esprit, la volonté politique, la compréhension du problème : l'Europe n'existera que si nous parvenons, en l'espace de quelques décennies, entre les pays, entre les régions d'Europe, comme entre les groupes sociaux à l'intérieur de chacun de nos pays, à avancer vers la justice et vers l'égalité pour que chacun dispose de ses chances.\

Enfin, mesdames et messieurs, ce sont des sujets sur lesquels je risquerais de vous garder trop longtemps car j'y mets toujours quelque passion. Alors j'abrège et comment ne pas vous dire, avant de conclure, le plaisir que j'ai eu à parcourir, pendant deux jours, votre pays ? Il est beau et il est riche d'enseignement. C'est important de découvrir l'empreinte des civilisations qui s'y sont succédées depuis les temps néolithiques, cette terre vraiment chargée d'histoire et de culture mais aussi riche de jeunesse, j'ai pu le constater, et j'ai cru pressentir, d'une certaine façon, dans mes déplacements, que cette jeunesse était très désireuse de s'affirmer et donc de travailler, aussi de réussir. C'est là que se trouve la vitalité d'un pays, faut-il répéter cette évidence ? Il

m'arrive souvent pourtant de le dire à mon propre pays.

- Bien souvent, au cours de l'histoire, les routes de l'Irlande et de la France se sont croisées. Ce n'est pas un hasard si, comme nous le disions tout à l'heure, la plupart des grands Irlandais, combattants de la liberté, hommes d'action, femmes d'action, penseurs, écrivains et créateurs sont, un jour ou l'autre, et c'est notre joie et notre honneur, à nous Français, venus vivre en France, parfois même pour s'y établir, bien que, en Irlande, quand on le peut, on y revienne. Nous souhaitons que ce passé commun vivifie nos relations présentes. Nous serons aux manifestations du Millénaire de Dublin. Nous publierons prochainement la traduction des mémoires de Théobald Wolfe Tone, la plus haute incarnation du patriotisme et du républicanisme irlandais et le symbole de l'amitié entre nos deux pays. J'en appelle aussi aux chercheurs, aux historiens, aux écrivains irlandais pour qu'ils apportent leur contribution au bicentenaire de notre révolution, que nous célébrerons l'an prochain. Ce sera vite arrivé, il faut donc s'y préparer.

- Comment vous dire maintenant, mesdames et messieurs, les sentiments que j'éprouve ? Dès lors qu'il s'agit de ceux qui viennent du fond du cœur, mieux vaut les taire, on les exprime toujours mal. Je me contenterai donc de vous remercier, d'abord de votre hospitalité, ensuite de votre attention dans une enceinte parlementaire, ce n'est pas négligeable et je vous souhaite un long avenir de paix, de prospérité, de bonheur, à l'Irlande, au peuple irlandais, messieurs les Présidents, madame, mesdames et messieurs, vive l'amitié entre l'Irlande et la France. Merci.\